

**Proposition d'amendement aux Statuts visant l'autorisation de prélever  
des petits rorquals du stock de la Mer d'Okhotsk-Pacifique ouest  
par des petits baleiniers côtiers**

**présentée par le Japon**

La présente proposition consiste à ajouter le sous-paragraphe (f) ci-dessous au paragraphe existant 10 des Statuts.

(f) Nonobstant les autres dispositions du paragraphe 10, le prélèvement de jusqu'à (\*\*\*) petits rorquals sur le stock de la Mer d'Okhotsk-Pacifique ouest de la zone du Pacifique nord dans les eaux côtières à l'est du Japon, au nord du 35° N et à l'ouest du 150° E (à l'exclusion de la Mer d'Okhotsk) sera autorisé pour les années 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011, la viande et les produits baleiniers ainsi obtenus seront utilisés exclusivement à des fins de consommation locale.

\* Note explicative : l'adoption du présent amendement aux Statuts requerra l'amendement du Tableau 1 des Statuts.

Depuis l'imposition voici vingt ans du moratoire sur la chasse commerciale dans les eaux côtières japonaises, le Gouvernement japonais a sollicité à de nombreuses reprises l'allocation à titre provisoire et en guise d'assistance, d'un quota de petits rorquals dans le but d'atténuer les difficultés des communautés côtières de chasseurs de baleines à petite échelle : Abashiri, Ayukawa, Wada et Taji. Ces demandes ont été systématiquement rejetées par la Commission Baleinière Internationale, malgré le fait que cette dernière a reconnu l'impact significatif du moratoire sur ces quatre communautés côtières de chasseurs de baleines de petite envergure et a accepté d'œuvrer avec toute la célérité possible pour atténuer leurs souffrances (réf. Résolutions IWC-45-51(1993), 1995-3, 1996-1, 2001-6 et 2004-2).

Cette proposition permettrait la chasse aux baleines dans les communautés locales, pour restaurer les pratiques traditionnelles et locales associées à la prise, la transformation, la distribution et la consommation de viande de baleine et redonner vie aux festivals et rituels de ces régions.

**Chasse à la baleine dans les communautés locales**

La chasse qui serait autorisée grâce à l'adoption de cette proposition est la chasse traditionnelle pratiquée par les communautés locales. Les bateaux et les populations concernés sont ceux des communautés locales pratiquant la chasse traditionnelle. Un système d'autorisation ministérielle à entrée limitée a été mis en place afin de réduire de manière stricte l'accès aux nouveaux entrants. Les opérations de chasse consisteront principalement en des sorties d'une journée sur un petit bateau. La taille du baleinier est également limitée. Dans le cadre de cette chasse traditionnelle, les activités de débarquement, de transformation, de distribution et de consommation revêtiront également un caractère local.

**Base scientifique**

Les zones de chasse seront restreintes aux zones à 10 miles nautiques ou plus au large de la côte du pacifique au nord du Japon (dans ce que l'on appelle la sous-zone 7), à l'exclusion de la Mer d'Okhotsk. La saison de la chasse à la baleine consistera en une période continue de six mois, entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 novembre. Ces mesures garantiront que les prélèvements n'auront aucune incidence négative sur le stock J (cf. Annexes I and VI).

Les prélèvements de petits rorquals au titre du Permis Spécial conformément à l'Article VIII de la Convention Internationale pour la Réglementation de la Chasse Baleinière (CIRCB) seront réduits de (\*\*\*) animaux de manière à ne pas accroître le nombre total de prélèvements du fait de l'adoption de ce quota.

Dans le Pacifique nord-ouest, 220 petits rorquals sont actuellement prélevés tous les ans dans le cadre du programme JARPN II du stock qui sera exploité au titre de la chasse à la baleine dans les communautés locales. Les Annexes II, III, IV et V montrent clairement que le prélèvement d'animaux du stock O et les prélèvements éventuels d'un nombre plus petit d'animaux du stock J n'auront qu'une incidence négligeable sur les stocks.

## **Suivi et contrôle**

### **(a) Inspecteur national**

Un inspecteur national sera à bord de chaque baleinier pendant les opérations de chasse. Un autre inspecteur national sera présent dans chaque station terrestre pour superviser à la fois les opérations de débarquement et de transformation des baleines capturées et la collecte des données. L'inspecteur national s'acquittera également de tâches telles que celle de chercheur biologique.

### **(b) Observateur international**

Si un pays membre de la CBI le souhaite, il pourra envoyer un observateur international, lequel sera en mesure de communiquer en japonais et sera présent dans chaque station terrestre pour observer le débarquement et la transformation des baleines capturées et collecter les données requises. La mise en place de ces observateurs internationaux sera conforme à un accord bilatéral sur les observateurs internationaux conclu entre le gouvernement du Japon et le pays souhaitant envoyer ledit observateur.

### **(c) VMS**

Tous les baleiniers seront équipés d'un système VMS (système de surveillance des navires) destiné à surveiller les opérations de chasse à partir de bases terrestres pour permettre aux inspecteurs nationaux et observateurs internationaux de contrôler les opérations.

### **(d) Système d'enregistrement de l'ADN**

Toutes les baleines capturées seront enregistrées dans le système national d'enregistrement de l'ADN d'ores et déjà en place et comprenant des informations permettant l'identification individuelle des baleines.

### **(e) Comité de surveillance**

Un comité de surveillance sera mis en place pour examiner les résultats de la mise en œuvre des mesures de suivi et de contrôle. Le Comité sera constitué d'une équipe d'experts techniques à la fin de chaque saison de chasse pour étudier les rapports élaborés par les inspecteurs et les observateurs et déterminer s'il est nécessaire d'apporter des améliorations ou de mettre en œuvre des mesures supplémentaires.